

Retraités et retraitées dans la rue le 1er octobre, et le 5 on continue !

24 septembre 2021

Union
Nationale
Interprofessionnelle des
Retraités et retraitées
Union
syndicale
Solidaires

Union
Nationale
Interprofessionnelle des
Retraités et retraitées
Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
Tél : 01 40 18 18 12 - unrs@solidaires.org - www.solidaires.org/

Retraités et retraitées dans la rue le 1^{er} octobre, et le 5 on continue !

Les retraité-es subissent des reculs, année après année :

- gel des pensions pratiquement en continu depuis 2014, et même baisse de la pension en 2018 par l'augmentation forte de la CSG,
- alors que les prix augmentent, particulièrement ceux de l'énergie,
- recul des services publics de proximité dont nous avons tant besoin,
- numérisation de nombreux services et de nombreuses administrations,
- casse de l'hôpital public et dégradation des services de santé.

L'arrivée d'un nouveau virus, début 2020, a amplifié les discours contre les personnes âgées, accusées d'être improductives, de coûter cher en pensions, en dépenses de santé, etc.

➤ Nous, nous défendons les droits acquis par les retraité-es qui ont cotisé toute leur vie pour vivre une retraite décente. Nous, nous constatons que le bénévolat des retraité-es compense les carences de l'État : garde des petits-enfants, action des associations et même de mairies, etc.

Le gouvernement continue sa politique de réduction des moyens de la santé, par exemple en fermant des lits dans les hôpitaux. Il prend le prétexte du virus pour imposer des « règles sanitaires » répressives, notamment l'actuel passe sanitaire qui encadre notre vie sociale et professionnelle, participe de la mise en place d'une surveillance numérique généralisée de la population, et peut conduire à l'exclusion du lieu de travail. C'est inacceptable !

➤ Nous, nous exigeons pour le renforcement des moyens attribués à la santé et à l'hôpital public, nous nous opposons aux mesures coercitives du gouvernement, nous demandons une politique de prévention qui inclut une politique environnementale et alimentaire privilégiant la santé et la vie plutôt que les profits et les dividendes. Il faut lever les brevets sur les vaccins, permettre l'accès gratuit à la vaccination pour l'ensemble de la population de la planète.

Le 1^{er} octobre. 9 organisations de retraité-es CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGB-FP, Ensemble & Solidaires, LSR appellent les personnes en retraite à manifester partout pour exiger :

- un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis 2014,
- une indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen,
- une politique sanitaire et de santé totalement différente, qui améliore les ressources de la sécurité sociale pour l'intérêt collectif, et non pour les profits des laboratoires pharmaceutiques et de nombreux professionnels libéraux,
- une politique de l'aide à l'autonomie effective avec la création d'EHPAD publics et la mise en place d'un grand service public de l'aide à l'autonomie, en établissement comme à domicile, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie.

Le 5 octobre. L'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires et 4 organisations de jeunes (FIDL, MNL, UNEF, UNL) appellent à une journée de grève et de manifestation. L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-es Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à être au milieu des « actifs » ce 5 octobre pour un autre partage des richesses créées par le travail : il faut réduire la part allant aux profits et à la rémunération des actionnaires, et augmenter la part allant à la rémunération de celles et ceux qui produisent ces richesses, celles et ceux qui travaillent.

Le 1^{er} octobre, partout dans la rue

A Paris, rassemblement à 14 h devant le ministère des Finances, à Bercy.

Le 5 octobre, partout on continue

A Paris, manifestation à 14 h, Place de la République.

Retraités et retraitées dans la rue le 1er octobre,
et le 5 on continue !

Les retraité-es subissent des reculs, année après année :

- gel des pensions pratiquement en continu depuis 2014, et même baisse de la pension en 2018 par l'augmentation forte de la CSG,
- alors que les prix augmentent, particulièrement ceux de l'énergie,
- recul des services publics de proximité dont nous avons tant besoin,
- numérisation de nombreux services et de nombreuses administrations,
- casse de l'hôpital public et dégradation des services de santé.

L'arrivée d'un nouveau virus, début 2020, a amplifié les discours contre les personnes âgées, accusées d'être improductives, de coûter cher en pensions, en dépenses de santé, etc.

Nous, nous défendons les droits acquis par les retraité-es qui ont cotisé toute leur vie pour vivre une retraite décente. Nous, nous constatons que le bénévolat des retraité-es compense les carences de l'État : garde des petits-enfants, action des associations et même de mairies, etc.

Le gouvernement continue sa politique de réduction des moyens de la santé, par exemple en fermant des lits dans les hôpitaux. Il prend le prétexte du virus pour imposer des « règles sanitaires » répressives, notamment l'actuel passe sanitaire qui encadre notre vie sociale et professionnelle, participe de la mise en place d'une surveillance numérique généralisée de la population, et peut conduire à l'exclusion du lieu de travail. C'est inacceptable !

Nous, nous agissons pour le renforcement des moyens attribués à la santé et à l'hôpital public, nous nous opposons aux mesures coercitives du gouvernement, nous demandons une politique de prévention qui inclut une politique environnementale et alimentaire privilégiant la santé et la vie plutôt que les profits et les dividendes. Il faut lever les brevets sur les vaccins, permettre l'accès gratuit à la vaccination pour l'ensemble de la population de la planète.

Le 1er octobre, 9 organisations de retraité·es CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & solidaires, LSR appellent les personnes en retraite à manifester partout pour exiger :

- un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis 2014,
- une indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen,
- une politique sanitaire et de santé totalement différente, qui améliore les ressources de la sécurité sociale pour l'intérêt collectif, et non pour les profits des laboratoires pharmaceutiques et de nombreux professionnels libéraux,
- une politique de l'aide à l'autonomie effective avec la création d'EHPAD publics et la mise en place d'un grand service public de l'aide à l'autonomie, en établissement comme à domicile, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie.

Le 5 octobre, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires et 4 organisations de jeunes (FIDL, MNL, UNEF, UNL) appellent à une journée de grève et de manifestation. L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité·es Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à être au milieu des « actifs » ce 5 octobre pour un autre partage des richesses créées par le travail : il faut réduire la part allant aux profits et à la rémunération des actionnaires, et augmenter la part allant à la rémunération de celles et ceux qui produisent ces richesses, celles et ceux qui travaillent.

Le 1er octobre, partout dans la rue

A Paris, rassemblement à 14 h devant le ministère des Finances, à Bercy.

Le 5 octobre, partout on continue

A Paris, manifestation à 14 h, Place de la République.

Retraités et retraitées dans la rue le 1^{er} octobre, et le 5 on continue !

Les retraité·es subissent des reculs, année après année :

- **gel des pensions** pratiquement en continu depuis 2014, et même baisse de la pension en 2018 par l'augmentation forte de la CSG,
- **alors que les prix augmentent**, particulièrement ceux de l'énergie,
- **recul des services publics** de proximité dont nous avons tant besoin,
- **numérisation** de nombreux services et de nombreuses administrations,
- **casse de l'hôpital public** et dégradation des services de santé.

L'arrivée d'un nouveau virus, début 2020, a amplifié les discours contre les personnes âgées, accusées d'être improductives, de coûter cher en pensions, en dépenses de santé, etc.

- **Nous, nous défendons les droits acquis** par les retraité·es qui ont cotisé toute leur vie pour vivre une retraite décente. Nous, nous constatons que **le bénévolat des retraité·es compense les carences de l'État** : garde des petits-enfants, action des associations et même de mairies, etc.

Le gouvernement continue sa politique de réduction des moyens de la santé, par exemple en fermant des lits dans les hôpitaux. Il prend le prétexte du virus pour **imposer des « règles sanitaires » répressives**, notamment l'actuel passe sanitaire qui encadre notre vie sociale et professionnelle, participe de la mise en place d'une surveillance numérique généralisée de la population, et peut conduire à l'exclusion du lieu de travail. C'est inacceptable !

- **Nous, nous agissons pour le renforcement des moyens** attribués à la santé et à l'hôpital public, **nous nous opposons aux mesures coercitives** du gouvernement, nous demandons une politique de prévention qui inclut une politique environnementale et alimentaire privilégiant la santé et la vie plutôt que les profits et les dividendes. Il faut lever les brevets sur les vaccins, permettre l'accès gratuit à la vaccination pour l'ensemble de la population de la planète.

Le 1^{er} octobre, 9 organisations de retraité·es CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & solidaires, LSR appellent les personnes en retraite à manifester partout pour exiger :

- **un rattrapage des pertes** de pouvoir d'achat depuis 2014,
- **une indexation des pensions** sur l'évolution du salaire moyen,
- **une politique sanitaire et de santé** totalement différente, qui améliore les ressources de la sécurité sociale pour l'intérêt collectif, et non pour les profits des laboratoires pharmaceutiques et de nombreux professionnels libéraux,
- **une politique de l'aide à l'autonomie** effective avec la création d'EHPAD publics et la mise en place d'un grand service public de l'aide à l'autonomie, en établissement comme à domicile, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie.

Le 5 octobre, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires et 4 organisations de jeunes (FIDL, MNL, UNEF, UNL) appellent à une journée de grève et de manifestation. L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité·es Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à être au milieu des « actifs » ce 5 octobre pour un autre partage des richesses créées par le travail : **il faut réduire la part allant aux profits** et à la rémunération des actionnaires, et augmenter la part allant à la rémunération de celles et ceux qui produisent ces richesses, celles et ceux qui travaillent.

Le 1^{er} octobre, partout dans la rue

A Paris, rassemblement à 14 h devant le ministère des Finances, à Bercy.

Le 5 octobre, partout on continue

A Paris, manifestation à 14 h, Place de la République.

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Mobilisations locales et sectorielles >
- **Adresse de cet article :**
<https://ancien.solidaires.org/Retraites-et-retraitees-dans-la-rue-le-1er-octobre-et-le-5-on-continue>